

# **Budget de la recherche et de l'enseignement supérieur**

## **communiqué des organisations syndicales**

mercredi 26 septembre 2007

Le projet de budget 2008 que vient de présenter le gouvernement est dans la droite ligne des orientations politiques de la campagne électorale. Les organisations syndicales dénoncent ce budget qui, notamment via les nombreuses suppressions d'emplois, déstabilise la fonction publique.

Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur et la recherche, le gouvernement annonce un effort supplémentaire de 1,8 milliard d'euros, supérieur à celui des années précédentes. Il s'agit là une forme de réponse, inadaptée, à la mobilisation des communautés universitaires et scientifiques, mais qui reste éloignée de l'attente des personnels et étudiants.

Les organisations syndicales sont en désaccord avec la répartition de cet effort. Notamment elles alerteront les personnels sur le fait qu'il n'y aura aucune création d'emplois statutaires en 2008 contrairement à ce qui s'est passé les dernières années. De surcroît on procédera à des suppressions d'emplois dans les catégories B et C via les transformations d'emplois. Seuls seront créés des emplois précaires.

Cette augmentation annoncée s'appuie en grande partie sur le crédit d'impôt recherche (CIR) (+ 400 millions). Les organisations syndicales rappellent qu'elles sont très critiques par rapport au CIR dont l'efficacité pour relancer la recherche dans les PME et PMI est loin d'être démontrée. Comme le réclame la Cours des Comptes, une évaluation du CIR s'impose.

Dans les prochains jours, au vu des documents officiels, des analyses plus détaillées seront communiquées à la presse et aux personnels et aux étudiants.

**UNEF, UNSA (Sup-Recherche, SNPTES, A&I), FSU (SNEP, SNESUP, SNCS, SNASUB, SNTAP), CGT (FERCSUP, SNTRS, UNCROUS, UGICT), Solidaires (SUD recherche EPST, SUD étudiant, SUD éducation)**